

Art. 2. De geleidelijke omvorming van de betrokken bestaande structuren begint ten laatste op 1 september 2017. De bij dit besluit bedoelde afdeling vervangt de afdeling «Computertechnicus» (code 754102S20D3).

Art. 3. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt uitgereikt op het einde van de afdeling «Computertechnicus» (code 754102S20D4) is het kwalificatiegetuigschrift «Computertechnicus» specifiek voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2017.
Brussel, 4 juli 2017.

I. SIMONIS,
Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204078]

12 JUILLET 2017. — Décret relatif à la réutilisation des informations du secteur public et visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes ("Open Data") (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret conjoint transpose la Directive 2003/98/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public telle que modifiée par la Directive 2013/37/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

Art. 2. Pour l'application du présent décret conjoint, on entend par :

1° l'organisme public :

- a) la Région wallonne;
- b) la Communauté française;
- c) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne;
- d) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Communauté française;
- e) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne et de la Communauté française;
- f) les communes, les provinces et toutes autres collectivités territoriales;
- g) les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui :
 - ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;
 - sont dotées d'une personnalité juridique;
 - et dont soit l'activité est financée majoritairement par les organismes publics mentionnés au a), b), c), d), e) ou f) soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;
- h) l'association formée par un ou plusieurs organismes publics visées aux a), b), c), d), e), f) ou g);

2° le document administratif : l'information, ou partie d'information, stockée sous une forme particulière et dont dispose un organisme public quel que soit le support ou la forme de conservation de l'information;

3° la donnée à caractère personnel : l'information visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

4° la réutilisation : l'utilisation, par des personnes physiques ou morales, de documents administratifs, dont les organismes publics disposent, à des fins commerciales ou non commerciales, autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents administratifs ont été produits.

L'échange de documents entre organismes publics aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public ne constitue pas une réutilisation au sens du présent décret;

5° la licence : le document émanant d'une autorité publique destiné à fixer les conditions de réutilisation dans le chef de l'organisme concédant les documents et du bénéficiaire de ceux-ci;

6° disposer : être en possession de ou avoir un certain contrôle sur ou être géré par un organisme public;

7° l'écrit : suite de signes intelligibles, signés et accessibles, pouvant être consultés ultérieurement, quels que soient leurs supports ou leurs modalités de transmission;

8° le format lisible par machine : le format de fichier structuré de telle manière que des applications logicielles peuvent facilement identifier, reconnaître et extraire des données spécifiques, y compris les descriptions de faits individuels, ainsi que leur structure interne;

9° le format ouvert : un format de fichier indépendant des plateformes utilisées et mis à disposition du public sans restriction empêchant la réutilisation;

10° la norme formelle ouverte : la spécification technique écrite, précisant les exigences relatives à la manière d'assurer l'interopérabilité des logiciels;

11° les métadonnées : les informations dans lesquelles sont décrites des documents administratifs et qui permettent de retrouver, d'inventorier et d'utiliser ces documents administratifs;

12° Institutions d'enseignement supérieur : les organismes qui dispensent de l'enseignement supérieur post-secondaire conduisant à un diplôme académique.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret conjoint s'applique au document administratif complet et achevé.

§ 2. Le présent décret conjoint ne s'applique pas :

1° aux documents administratifs dont la fourniture constitue une activité qui ne relève pas de la mission de service public dévolue à l'organisme public concerné. L'objet de la mission de service public est transparent. Il peut être soumis à réexamen;

2° aux documents administratifs dont des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle;

3° aux documents administratifs dont l'accès est exclu conformément aux règles d'accès public en vigueur, y compris pour des motifs :

- de protection de la sécurité nationale, défense ou sécurité publique;

- de confidentialité des données statistiques;

- de confidentialité des informations commerciales;

4° aux documents administratifs pour lesquels l'accès peut uniquement être obtenu en vertu des règles prévoyant un droit d'accès personnel ou un intérêt particulier;

5° aux documents administratifs détenus par des services publics de radiodiffusion ou leurs filiales et par d'autres institutions ou leurs filiales pour accomplir une mission de service public de radiodiffusion;

6° aux documents administratifs détenus par des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et par des établissements de recherche, y compris des organisations créées pour le transfert des résultats de la recherche, des écoles et des universités, à l'exception des bibliothèques universitaires;

7° aux documents administratifs détenus par des établissements culturels autres que des bibliothèques, des musées et des archives;

8° aux parties de documents administratifs ne comportant que des logos, des armoiries ou des insignes.

Les documents administratifs qui sont mis inconditionnellement à disposition par un organisme public ne tombent pas sous le champ d'application du présent décret conjoint.

CHAPITRE III. — *Principes de réutilisation de documents administratifs*

Art. 4. Le document administratif peut être réutilisé conformément aux conditions définies dans le présent décret conjoint.

Toutefois, le document administratif à l'égard duquel une bibliothèque, y compris une bibliothèque universitaire, un musée ou des archives, est titulaire de droits de propriété intellectuelle, peut être réutilisé conformément aux conditions définies dans le présent décret conjoint lorsque cette réutilisation est autorisée.

Le document résultant de la réutilisation mentionne les sources et la date de la dernière mise à jour et respecte l'intégrité et la nature du document administratif.

L'organisme public peut soumettre, par le biais d'une licence, la réutilisation à des conditions supplémentaires. Ces conditions ne limitent pas indûment les possibilités de réutilisation et ne sont pas utilisées pour restreindre la concurrence.

Art. 5. § 1^{er}. Le comité de coordination de la Région wallonne et de la Communauté française, ci-après dénommé le comité, facilite la recherche de documents administratifs et leur réutilisation.

§ 2. Le comité est constitué de représentants de :

a) l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation,

b) l'Agence du Numérique;

c) Wallonie-Bruxelles Simplification;

d) des services du Gouvernement wallon;

e) des services du Gouvernement de la Communauté française.

Un représentant des entreprises, proposé par le Conseil économique et social de Wallonie, et un représentant de l'Union des Villes et des Communes participent également au comité à titre d'observateur sans pouvoir de délibération.

Les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, ci-après dénommé « les Gouvernements », peuvent, conjointement, compléter la composition définitive du comité.

§ 3. Le comité administre le portail commun qui rassemble et met à disposition des informations relatives à la réutilisation ainsi qu'une liste des ressources disponibles en vue d'une réutilisation.

Le comité traduit en objectifs la stratégie des Gouvernements et des organismes publics concernant la réutilisation, coordonne les actions destinées à promouvoir et à mettre œuvre cette réutilisation et précise les responsabilités de chacun dans la mise en œuvre de la politique de réutilisation.

Dans la poursuite de ces objectifs, le comité propose aux Gouvernements toutes mesures, y compris, le cas échéant, des évolutions législatives ou réglementaires. Pour permettre l'exercice de ses missions, les organismes publics communiquent au comité, à sa demande, les informations nécessaires à l'inventaire et à la publication de leurs documents administratifs. Les organismes publics peuvent saisir le comité pour avis sur toute question portant sur la mise en œuvre du présent décret conjoint et, plus largement, sur toute question liée à la réutilisation des informations du secteur public.

§ 4. Le comité fait rapport aux Gouvernements de la mise en œuvre du présent décret conjoint.

CHAPITRE IV. — Réutilisation et traitement

Art. 6. § 1^{er}. Les documents administratifs mis à disposition par les organismes publics sont répertoriés et publiés sur le portail commun dédié à la réutilisation des informations du secteur public géré par l'Agence du Numérique.

Lorsque des documents administratifs ne sont pas répertoriés et publiés sur le portail commun dédié à la réutilisation des informations du secteur public, une demande de réutilisation est introduite au travers du portail commun. Cette demande contient au moins l'identification du document administratif demandé, une description de la réutilisation qui en sera faite, la forme dans laquelle il est souhaité que le document recherché soit mis à disposition.

§ 2. L'organisme public autorise la réutilisation sans conditions ou impose des conditions par le biais d'une licence type dont le ou les modèles sont déterminés conjointement par les Gouvernements.

La licence est une licence type ouverte, qui peut cependant être adaptée pour répondre à une demande particulière, notamment pour des raisons juridiques ou techniques.

La licence est proposée et utilisable sous forme électronique et transmise au demandeur par l'organisme public en un exemplaire standard.

L'organisme public met fin à la licence, sans dédommagement, si le demandeur ne la respecte pas.

§ 3. Les Gouvernements déterminent conjointement la procédure et les délais de traitement d'une demande de réutilisation, ainsi que la forme des décisions.

CHAPITRE V. — Conditions de réutilisation

Art. 7. § 1^{er}. Les organismes publics mettent leurs documents à disposition dans tout format ou toute langue préexistants.

§ 2. Le document administratif est mis à disposition sous format électronique dans un format ouvert et lisible par machine, en l'accompagnant de ses métadonnées. Tant le format que les métadonnées répondent à des normes formelles ouvertes. Par exception, l'organisme public peut déroger à ces conditions techniques, en motivant dûment sa décision.

L'organisme public peut ne pas créer ou adapter un document administratif ou fournir un extrait de celui-ci, lorsque cela entraîne des efforts disproportionnés dépassant la simple manipulation.

En cas de cessation de la production ou de la conservation d'un type de document administratif en vue de la réutilisation, l'organisme public diffuse cette information sur le portail commun dans les meilleurs délais.

§ 3. Les conditions générales et particulières, applicables en matière de réutilisation des documents administratifs ne peuvent être discriminatoires pour des catégories comparables de réutilisation.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsqu'une redevance est demandée pour la réutilisation de documents administratifs, cette rétribution est limitée aux coûts marginaux de reproduction, de mise à disposition et de diffusion.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas:

1° à un organisme public qui est tenu de générer des recettes destinées à couvrir une part substantielle des coûts liés à l'accomplissement de sa mission de service public;

2° à un document administratif pour lequel l'organisme public concerné est tenu de générer des recettes suffisantes pour couvrir une part substantielle des coûts afférents à sa collecte, à sa production, à sa reproduction et à sa diffusion;

3° à une bibliothèque, y compris une bibliothèque universitaire, à un musée et à des archives.

§ 3. Dans les cas visés au paragraphe 2, 1° et 2°, l'organisme public calcule le montant de la redevance en fonction de critères objectifs, transparents et vérifiables.

Le total des recettes de l'organisme public provenant de la fourniture et des autorisations de réutilisation pendant la période comptable ne dépasse pas le coût de collecte, de production, de reproduction et de diffusion, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

Le calcul des redevances s'effectue conformément aux règles comptables applicables à l'organisme public concerné.

§ 4. Lorsqu'une redevance est appliquée par l'organisme public visé au paragraphe 2, 3°, le total des recettes provenant de la fourniture et des autorisations de réutilisation de documents administratifs pendant la période comptable ne dépasse pas le coût de collecte, de production, de reproduction, de diffusion, de conservation et d'acquisition des droits, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

Le calcul des redevances s'effectue conformément aux règles comptables applicables à l'organisme public concerné.

§ 5. Les critères relatifs aux redevances visées aux paragraphes 3 et 4 sont déterminés par une instance indépendante désignée conjointement par les Gouvernements.

CHAPITRE VI. — Recours

Art. 9. § 1^{er}. Dans le cadre de la réutilisation des documents administratifs :

1° la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration est compétente pour connaître des réexamens ou recours contre le refus d'un organisme public visé à l'article 2, 1°, a), c), e), f), g) ou h), d'accéder à la demande de réutilisation, dans la mesure où ces organismes relèvent des compétences de la Région wallonne;

2° la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration est compétente pour connaître des réexamens ou recours contre le refus d'un organisme public visé à l'article 2, 1°, b), d), e), f), g) ou h) d'accéder à la demande de réutilisation, dans la mesure où ces organismes relèvent des compétences de la Communauté française.

L'organisme public mentionne cette voie de recours dans toute décision liée à l'application du présent décret conjoint.

§ 2. Les Commissions visées au paragraphe 1^{er} exercent leur compétence en toute impartialité et neutralité. Lors du traitement des recours, elles ne reçoivent aucune instruction.

CHAPITRE VII. — *Libre concurrence et transparence*

Art. 10. § 1^{er}. Le contrat d'exclusivité de réutilisation est interdit à moins qu'il soit nécessaire à la prestation d'un service d'intérêt général.

En ce cas, le bien-fondé du droit d'exclusivité fait l'objet, tous les trois ans au moins, d'un examen d'opportunité par l'organisme public qui a accordé le droit d'exclusivité.

§ 2. Le droit d'exclusivité, accordé après l'entrée en vigueur du présent décret conjoint, est rendu public par l'organisme public qui l'accorde.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas applicables à la numérisation de ressources culturelles.

Toutefois, la période d'exclusivité concernant la numérisation de ressources culturelles ne dépasse pas dix ans, sauf décision motivée de l'organisme public. En ce cas, la période d'exclusivité est réexaminée lors de la onzième année puis, le cas échéant, tous les sept ans.

Le contrat d'exclusivité visé à l'alinéa 2 est transparent et rendu public.

Une copie des ressources culturelles numérisées est adressée gratuitement à l'organisme public dans le cadre des contrats conclus visés à l'alinéa 2. À l'expiration de la période d'exclusivité, ladite copie est mise à disposition du grand public à des fins de réutilisation.

§ 4. Le contrat d'exclusivité déjà en vigueur le 17 juillet 2013 qui ne relève pas des exceptions prévues aux paragraphes 1^{er} et 3 prend fin à la date d'échéance du contrat et au plus tard le 18 juillet 2043.

Art. 11. § 1^{er}. Le document administratif disponible en vue d'une réutilisation, les conditions éventuelles dont les licences types, ainsi que le montant des rétributions éventuelles en ce compris la base de calcul, sont répertoriés et publiés, sur le portail commun.

Dans le cas de rétributions applicables en matière de réutilisation autres que celles visées au paragraphe 1^{er}, l'organisme public concerné indique d'emblée quels facteurs sont pris en compte dans le calcul desdites rétributions. Sur demande, l'organisme public indique également la manière dont lesdites rétributions ont été calculées dans le cadre de la demande de réutilisation.

§ 2. Les exigences visées à l'article 8, § 2, 2^o, sont fixées à l'avance et sont publiées par voie électronique, dans la mesure du possible et s'il y a lieu.

La surveillance de cette obligation incombe au comité visé à l'article 5. Les Gouvernements déterminent conjointement les modalités de cette surveillance.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le décret de la Région wallonne du 14 décembre 2006 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public est abrogé.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Les Gouvernements peuvent fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 juillet 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 480 (2016-2017) N^{os} 1 et 1bis à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 12 juillet 2017.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204078]

12. JULI 2017 — Dekret bezüglich der Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors und zur Einführung einer Politik der offenen Daten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung*

Artikel 1 - Durch das vorliegende gemeinsame Dekret wird die Richtlinie 2003/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. November 2003 über die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors in ihrer durch die Richtlinie 2013/37/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 über die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors abgeänderten Fassung umgesetzt.

KAPITEL II - Definitionen und Anwendungsbereich

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden gemeinsamen Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Öffentliche Einrichtung:

- a) die Wallonische Region;
- b) die Französische Gemeinschaft;
- c) die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region abhängen, sowie jene, die mit anderen föderalen Einheiten geteilt werden;
- d) die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt von der Französischen Gemeinschaft abhängen, sowie jene, die mit anderen föderalen Einheiten geteilt werden;
- e) die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft abhängen;
- f) die Gemeinden, die Provinzen und alle sonstigen Gebietskörperschaften;
- g) die Personen, die ungeachtet ihrer Form und ihrer Art:
 - zu dem spezifischen Zweck gegründet wurden, im Allgemeininteresse liegende Aufgaben zu erfüllen, die nicht industrieller oder kommerzieller Art sind;
 - eine Rechtspersönlichkeit besitzen;
 - überwiegend von den in Punkten a), b), c), d), e) oder f) erwähnten öffentlichen Einrichtungen finanziert werden oder hinsichtlich ihrer Leitung der Aufsicht durch letztere unterliegt oder deren Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgan mehrheitlich aus Mitgliedern besteht, die von diesen Behörden oder Einrichtungen ernannt worden sind;
- h) die Vereinigung, die sich aus einer oder mehreren der in den Punkten a), b), c), d), e), f) oder g) erwähnten öffentlichen Einrichtungen zusammensetzt;

2° Verwaltungsunterlage: die unter besonderer Form gelagerte Information oder ein Teil dieser Information, über die eine öffentliche Einrichtung verfügt, unabhängig von ihrem Träger oder der Form der Aufbewahrung dieser Information;

3° Personenbezogene Daten: die in Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Daten;

4° Weiterverwendung: die Nutzung von Verwaltungsunterlagen, die im Besitz öffentlicher Einrichtungen sind, durch natürliche oder juristische Personen für kommerzielle oder nichtkommerzielle Zwecke, die sich von dem ursprünglichen Zweck im Rahmen des öffentlichen Auftrags, für den die Verwaltungsunterlagen erstellt wurden, unterscheiden.

Der Austausch von Unterlagen unter öffentlichen Einrichtungen zu dem einzigen Zweck der Ausübung ihrer Aufgabe öffentlichen Dienstes gilt nicht als Weiterverwendung im Sinne des vorliegenden Dekrets;

5° Lizenz: von einer öffentlichen Behörde stammende Unterlage, die dazu bestimmt ist, die Bedingungen für die Weiterverwendung seitens der beiden Parteien, d.h. der Einrichtung, die die Unterlagen erteilt, und des Empfängers dieser Unterlagen festzulegen;

6° über etwas verfügen: im Besitz sein von oder eine gewisse Aufsicht haben über oder durch eine öffentliche Einrichtung geführt bzw. verwaltet werden;

7° Schriftstück: eine Folge von verständlichen und zugänglichen Zeichen, die unterzeichnet sind und zu einem späteren Zeitpunkt eingesehen werden können, unabhängig von ihrem Träger und ihren Übermittlungsmodalitäten;

8° Maschinenlesbares Format: ein Dateiformat, das so strukturiert ist, dass Softwareanwendungen konkrete Daten, einschließlich einzelner Sachverhaltsdarstellungen und deren interner Struktur, leicht identifizieren, erkennen und extrahieren können;

9° Offenes Format: ein Dateiformat, das plattformunabhängig ist und der Öffentlichkeit ohne Einschränkungen, die der Weiterverwendung von Unterlagen hinderlich wären, zugänglich gemacht wird;

10° Formeller, offener Standard: der schriftlich niedergelegte Standard, in dem die Anforderungen für die Sicherstellung der Interoperabilität der Software niedergelegt sind;

11° Metadaten: die Informationen, in denen Verwaltungsunterlagen beschrieben sind und die ermöglichen, diese Verwaltungsunterlagen wiederzufinden, zu erfassen und zu verwenden;

12° Einrichtungen des Hochschulwesens: die Einrichtungen des öffentlichen Sektors, die postsekundäre Bildungsgänge anbieten, die zu einem akademischen Grad führen.

Art. 3 - § 1. Das vorliegende gemeinsame Dekret findet Anwendung auf die fertige und vollständige Verwaltungsunterlage.

§ 2. Das vorliegende gemeinsame Dekret findet keine Anwendung auf:

1° die Verwaltungsunterlagen, deren Bereitstellung nicht unter den öffentlichen Auftrag der betreffenden öffentlichen Einrichtung fällt, vorausgesetzt, dass der Umfang der öffentlichen Aufträge transparent ist und regelmäßig überprüft werden kann;

2° die Verwaltungsunterlagen, die geistiges Eigentum Dritter sind;

3° die Verwaltungsunterlagen, die gemäß den geltenden Zugangsregelungen nicht zugänglich sind, einschließlich aus Gründen:

- des Schutzes der nationalen Sicherheit, der Verteidigung oder der öffentlichen Sicherheit;

- der statistischen Geheimhaltung;

- des Geschäftsgeheimnisses;

4° die Verwaltungsunterlagen, zu denen der Zugang nur aufgrund im Rahmen von Bestimmungen gewährt wird, die ein persönliches Zugangsrecht oder ein persönliches Interesse vorsehen;

5° die Verwaltungsunterlagen, die im Besitz öffentlich-rechtlicher Rundfunkanstalten und ihrer Zweigstellen und anderer Stellen und deren Zweigstellen sind und der Wahrnehmung eines öffentlichen Sendeauftrags dienen;

6° die Verwaltungsunterlagen im Besitz von Bildungseinrichtungen, die von der Französischen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden, sowie von Forschungseinrichtungen einschließlich von Einrichtungen, die zum Zweck des Transfers von Forschungsergebnissen gegründet wurden, von Schulen und Hochschulen, außer Hochschulbibliotheken;

7° Verwaltungsunterlagen im Besitz anderer kultureller Einrichtungen als Bibliotheken, Museen und Archive;

8° Teile von Verwaltungsunterlagen, die lediglich Logos, Wappen und Insignien enthalten;

Die Verwaltungsunterlagen, die durch eine öffentliche Behörde bedingungslos zur Verfügung gestellt werden, fallen nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden gemeinsamen Dekrets.

KAPITEL III — Grundsätze der Weiterverwendung von Verwaltungsunterlagen

Art. 4 - Die Verwaltungsunterlage kann nach den Bedingungen des vorliegenden gemeinsamen Dekrets wiederverwendet werden.

Die Verwaltungsunterlagen, an denen Bibliotheken, einschließlich Hochschulbibliotheken, Museen und Archive Rechte des geistigen Eigentums innehaben, können nach den Bedingungen des vorliegenden gemeinsamen Dekrets wiederverwendet werden, falls deren Weiterverwendung erlaubt wird.

Die sich aus der Weiterverwendung ergebende Unterlage muss die Quellen und das Datum der letzten Aktualisierung angeben und die Vollständigkeit und die Natur der Verwaltungsunterlage beachten.

Die öffentliche Einrichtung kann die Weiterverwendung der Verwaltungsunterlagen zusätzlichen Bedingungen unterwerfen. Diese Bedingungen dürfen weder die Möglichkeiten der Weiterverwendung unberechtigterweise begrenzen noch benutzt werden, um den Wettbewerb einzuschränken.

Art. 5 - § 1. Der Koordinierungsausschuss der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft, nachstehend "der Ausschuss" genannt, erleichtert die Suche nach Verwaltungsunterlagen und deren Weiterverwendung.

§ 2. Der Ausschuss wird gebildet aus Vertretern:

a) der Agentur für Unternehmen und Innovation;

b) der Digitalagentur "Agence du Numérique";

c) des Dienstes "e-Wallonie-Bruxelles Simplification";

d) der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

e) der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft.

Ein Vertreter der Unternehmen, der durch den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie vorgeschlagen wird, und ein Vertreter der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie nehmen ebenfalls als Beobachter ohne beschließende Gewalt am Ausschuss teil.

Die Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft, nachstehend "die Regierungen" genannt, können gemeinsam die endgültige Zusammensetzung des Ausschusses ergänzen.

§ 3. Der Ausschuss verwaltet das gemeinsame Internetportal, das die Informationen bezüglich der Weiterverwendung sowie eine Liste der im Hinblick auf die Weiterverwendung verfügbaren Ressourcen sammelt und zur Verfügung stellt.

Der Ausschuss setzt die Strategie der Regierung und der öffentlichen Einrichtungen bezüglich der Weiterverwendung um, er koordiniert die Aktionen zur Förderung und Umsetzung dieser Weiterverwendung und legt die jeweiligen Verantwortungsbereiche bei der Umsetzung der Weiterverwendungspolitik fest.

§ 4. Der Ausschuss erstattet den Regierungen zu der Umsetzung des vorliegenden gemeinsamen Dekrets Bericht.

KAPITEL IV — Weiterverwendung und Verarbeitung

Art. 6 - § 1. Die von den öffentlichen Einrichtungen zur Verfügung gestellten Verwaltungsunterlagen werden erfasst und auf dem von der Digitalagentur "Agence du Numérique" verwalteten gemeinsamen Internetportal für die Weiterverwendung der Informationen des öffentlichen Sektors veröffentlicht.

Sind die Verwaltungsunterlagen nicht erfasst und auf dem gemeinsamen Internetportal für die Weiterverwendung der Informationen des öffentlichen Sektors veröffentlicht worden, kann ein Antrag auf Weiterverwendung über das gemeinsame Internetportal eingereicht werden. Der Antrag auf Weiterverwendung umfasst mindestens die Identifizierung der beantragten Verwaltungsunterlage, eine Beschreibung ihrer Weiterverwendung, die Form, in der die gesuchte Unterlage zur Verfügung gestellt werden sollten, sowie die verfolgte Zielsetzung.

§ 2. Die öffentliche Einrichtung erlaubt die Weiterverwendung ohne Bedingungen oder sie schreibt Bedingungen vor im Rahmen einer Standardlizenz, deren Muster gemeinsam von den Regierungen festgelegt wird bzw. werden.

Bei der Lizenz handelt es sich um eine offene Standardlizenz, die jedoch angepasst werden kann, um besondere Anforderungen aus juristischen, technischen oder sehr ausführlich begründeten Gründen zu berücksichtigen.

Die Lizenz wird in elektronischer Form angeboten und ist in dieser Form nutzbar. Die öffentliche Einrichtung übermittelt dem Antragsteller ein Standardexemplar der Lizenz.

Die öffentliche Einrichtung beendet die Lizenz ohne Entschädigung falls der Antragsteller diese nicht beachtet.

§ 3. Die Regierungen bestimmen gemeinsam das Verfahren und die Fristen für die Bearbeitung eines Antrags auf Weiterverwendung sowie die Form der Beschlüsse.

KAPITEL V — *Bedingungen für die Weiterverwendung*

Art. 7 - § 1. Wenn die Verwaltungsunterlagen in einer bestehenden Form oder Sprache zur Verfügung gestellt werden können, ohne unangemessen hohe Kosten zu verursachen, stellt die öffentliche Einrichtung die Unterlagen in dieser Form zur Verfügung.

§ 2. Die Verwaltungsunterlage wird soweit möglich in elektronischer Form und in offenem und maschinenlesbarem Format zusammen mit den dazugehörigen Metadaten zur Verfügung gestellt. Sowohl die Formate als auch die Metadaten sollten so weit wie möglich formellen, offenen Standards entsprechen.

Die öffentliche Einrichtung ist nicht verpflichtet, Verwaltungsunterlagen neu zu erstellen oder anzupassen oder Auszüge aus diesen Unterlagen zur Verfügung zu stellen, wenn dies mit einem unverhältnismäßigen Aufwand verbunden ist, der über eine einfache Bearbeitung hinausgeht.

Wird die Erstellung oder die Aufbewahrung einer Kategorie von Verwaltungsunterlagen im Hinblick auf die Weiterverwendung eingestellt, gibt die öffentliche Einrichtung diese Information schnellstmöglich auf dem gemeinsamen Portal bekannt.

Art. 8 - § 1. Werden Gebühren für die Weiterverwendung von Verwaltungsunterlagen erhoben, so sind diese Gebühren auf die durch die Reproduktion, Bereitstellung und Weiterverbreitung verursachten Grenzkosten beschränkt.

§ 2. Paragraph 1 findet keine Anwendung auf:

1° öffentliche Einrichtungen, deren Auftrag das Erzielen von Einnahmen erfordert, um einen wesentlichen Teil ihrer Kosten im Zusammenhang mit der Erfüllung ihrer öffentlichen Aufträge zu decken;

2° Verwaltungsunterlagen, für die die betreffende öffentliche Einrichtung ausreichend Einnahmen erzielen muss, um einen wesentlichen Teil der Kosten im Zusammenhang mit ihrer Erfassung, Erstellung, Reproduktion und Verbreitung zu decken;

3° Bibliotheken, einschließlich Hochschulbibliotheken, Museen und Archive.

§ 3. In den in Paragraph 2 Ziffern 1 und 2 genannten Fällen berechnet die betreffende öffentlichen Einrichtung die Gesamtgebühren nach objektiven, transparenten und nachprüfbar Kriterien.

Die Gesamteinnahmen der öffentlichen Einrichtung aus der Bereitstellung von Verwaltungsunterlagen und der Gestattung ihrer Weiterverwendung in dem entsprechenden Abrechnungszeitraum dürfen die Kosten ihrer Erfassung, Erstellung, Reproduktion und Verbreitung zuzüglich einer angemessenen Gewinnspanne nicht übersteigen.

Die Berechnung der Gebühren erfolgt nach den auf die betreffende öffentliche Einrichtung anwendbaren Rechnungslegungsvorschriften.

§ 4. Wird eine Gebühr von der in Paragraph 2 Ziffer 3 erwähnten öffentlichen Einrichtung erhoben, dürfen die Gesamteinnahmen aus der Bereitstellung von Verwaltungsunterlagen und der Gestattung ihrer Weiterverwendung in dem entsprechenden Abrechnungszeitraum die Kosten ihrer Erfassung, Erstellung, Reproduktion, Verbreitung, Aufbewahrung und Erlangung von Rechten zuzüglich einer angemessenen Gewinnspanne nicht übersteigen.

Die Berechnung der Gebühren erfolgt nach den auf die betreffende öffentliche Einrichtung anwendbaren Rechnungslegungsvorschriften.

§ 5. Die Kriterien für die in den Paragraphen 3 und 4 angeführten Gebühren werden von einer gemeinsam von den Regierungen benannten unabhängigen Stelle festgelegt.

KAPITEL VI — *Einsprüche*

Art. 9 - § 1. Im Rahmen der Weiterverwendung der Verwaltungsunterlagen:

1° ist der in Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in der Wallonischen Region angeführte Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen dafür zuständig, über die Einsprüche gegen die Weigerung einer in Artikel 2 Ziffer 1 Buchstabe *a)*, *c)*, *e)*, *f)*, *g)* oder *h)* angeführten öffentlichen Einrichtung, dem Antrag auf Wiederverwendung stattzugeben, zu befinden, oder über die Einsprüche, die aufgrund irgendwelcher Schwierigkeit, auf die bei der Ausübung der durch das vorliegende gemeinsame Dekret verliehenen Rechte, gestoßen wird, eingereicht werden, insofern diese Einrichtungen in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen;

2° ist der in Artikel 8 des Dekrets vom 22. Dezember 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in der Französischen Gemeinschaft angeführte Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen dafür zuständig, über die Einsprüche gegen die Weigerung einer in Artikel 2 Ziffer 1 Buchstabe *b)*, *d)*, *f)* oder *g)* angeführten öffentlichen Einrichtung, dem Antrag auf Wiederverwendung stattzugeben, zu befinden, oder über die Einsprüche, die aufgrund irgendwelcher Schwierigkeit, auf die bei der Ausübung der durch das vorliegende gemeinsame Dekret verliehenen Rechte, gestoßen wird, eingereicht werden, insofern diese Einrichtungen in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaft fallen.

Die öffentliche Einrichtung führt diese Einspruchsmöglichkeit in jedem Beschluss im Zusammenhang mit der Anwendung des vorliegenden gemeinsamen Dekrets an.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnten Ausschüsse üben ihre Zuständigkeit völlig unparteiisch und neutral aus. Bei der Bearbeitung der Einsprüche nehmen sie keinerlei Weisung entgegen.

Art. 10 - Der Einspruch des Antragstellers im Hinblick auf die Weiterverwendung muss schriftlich erhoben werden.

Art. 11 - § 1. Der Ausschuss, der einen Einspruch empfängt, trägt ihn unverzüglich in ein Register mit Angabe des Eingangsdatums ein.

Die Person, die den Einspruch erhoben hat, sowie die betroffene öffentliche Einrichtung haben Anspruch auf sofortigen Zugang zu den Angaben der Eintragung des Einspruchs.

§ 2. Der Ausschuss setzt die betroffene öffentliche Einrichtung sofort von dem Einspruch in Kenntnis und übermittelt gleichzeitig der Person, die den Einspruch erhoben hat, eine Empfangsbescheinigung.

Art. 12 - § 1. Der Ausschuss befindet schnellstmöglich über den Einspruch und teilt der Person, die den Einspruch eingelegt hat, und der betreffenden öffentlichen Einrichtung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach Eingang des Einspruchs seinen Beschluss mit.

§ 2. Der Beschluss des Ausschusses ist öffentlich.

Art. 13 - Die betreffende öffentliche Einrichtung führt den Beschluss über den Einspruch innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Eingang aus.

Art. 14 - Der Ausschuss kann, wenn er mit einem Einspruch befasst wird, alle nützlichen Informationen vor Ort einsehen oder diese sich von der betreffenden öffentlichen Einrichtung mitteilen lassen.

Der Ausschuss kann die Parteien und Sachverständige anhören und bei der betreffenden öffentlichen Behörde zusätzliche Informationen einholen.

KAPITEL VII — *Freier Wettbewerb und Transparenz*

Art. 15 - § 1. Ausschließlichkeitsverträge über die Weiterverwendung sind verboten, es sei denn, dass sie sich für die Bereitstellung eines Dienstes im allgemeinen Interesse als notwendig erweisen

In diesem Fall ist der Grund für die Erteilung eines ausschließlichen Rechts mindestens alle drei Jahre Gegenstand einer Untersuchung der Zweckmäßigkeit durch die öffentliche Einrichtung, die das ausschließliche Recht erteilt hat.

§ 2. Das nach dem Inkrafttreten des vorliegenden gemeinsamen Dekrets gewährte ausschließliche Recht wird von der öffentlichen Einrichtung, die es gewährt, bekanntgegeben.

§ 3. Die Paragraphen 1 und 2 sind auf die Digitalisierung von Kulturbeständen nicht anwendbar.

Bezieht sich ein ausschließliches Recht auf die Digitalisierung von Kulturbeständen, darf es für höchstens zehn Jahre gewährt werden, es sei denn, es liegt ein begründeter Beschluss der öffentlichen Einrichtung vor. In diesem Fall wird die Gewährungsdauer im elften Jahr und danach gegebenenfalls alle sieben Jahre überprüft.

Die in Absatz 2 genannten Verträge zur Gewährung ausschließlicher Rechte müssen transparent sein und öffentlich bekannt gemacht werden.

Im Rahmen der in Absatz 2 genannten abgeschlossenen Verträge ist der öffentlichen Einrichtung eine Kopie der digitalisierten Kulturbestände gebührenfrei zur Verfügung zu stellen. Diese Kopie wird am Ende des Ausschließlichkeitszeitraums zur Weiterverwendung zur Verfügung gestellt.

§ 4. Am 17. Juli 2013 bestehende Ausschließlichkeitsverträge, die nicht unter die Ausnahmen von Paragraph 1 und 3 fallen, werden bei Vertragsablauf, spätestens jedoch am 18. Juli 2043 beendet.

Art. 16 - § 1. Die zwecks einer Weiterverwendung verfügbaren Verwaltungsunterlagen, die eventuellen Bedingungen, und unter anderem die Standardlizenzen, sowie der Betrag der eventuellen Vergütungen, einschließlich der Berechnungsgrundlage, müssen auf dem gemeinsamen Internet-Portal erfasst und veröffentlicht werden.

Im Falle von Vergütungen für die Weiterverwendung, die in Paragraph 1 nicht genannt sind, gibt die betreffende öffentliche Einrichtung im Voraus an, welche Faktoren bei der Berechnung dieser Vergütungen berücksichtigt werden. Auf Anfrage gibt die betreffende öffentliche Einrichtung auch die Berechnungsweise dieser Vergütungen in Bezug auf den spezifischen Antrag auf Weiterverwendung an.

§ 2. Die in Artikel 8 § 2 Ziffer 2 erwähnten Anforderungen werden im Voraus festgelegt und, soweit wie möglich und sinnvoll in elektronischer Form, veröffentlicht.

Die Überwachung dieser Verpflichtung ist Aufgabe des in Artikel 5 angeführten Ausschusses. Die Regierungen legen gemeinsam die Modalitäten dieser Überwachung fest.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Es werden aufgehoben:

1° das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 25. Januar 2007 zur Umsetzung der Richtlinie 2003/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. November 2003 über die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors;

2° das Dekret der Wallonischen Region vom 14. Dezember 2006 zur Umsetzung der Richtlinie 2003/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. November 2003 über die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors;

3° Artikel 10 des Dekrets der Wallonischen Region vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung;
4° Artikel 10 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 22. Dezember 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung.

Art. 18 - Das vorliegende Dekret tritt am gemeinsam von den Regierungen bestimmten Datum in Kraft.
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 12. Juli 2017.

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung
E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2016-2017.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 480 (2016-2017) Nrn. 1 und 1bis bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 12. Juli 2017.

Diskussion.

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204078]

12 JULI 2017. — Decreet betreffende het hergebruik van informatie van de publieke sector en tot vaststelling van een open gegevensbeleid (Open Data)⁽¹⁾

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/37/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende het hergebruik van overheidsinformatie, wordt bij dit gezamenlijk decreet omgezet.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijving en toepassingsveld*

Art. 2. Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet wordt verstaan onder:

1° de overheidsinstelling :

- a) het Waalse Gewest;
- b) de Franse Gemeenschap;
- c) de publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks, onder het Waalse Gewest ressorteren, alsook gemeenschappelijke publiekrechtelijke rechtspersonen met andere deelgebieden;
- d) de publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks, onder de Franse Gemeenschap ressorteren, alsook gemeenschappelijke publiekrechtelijke rechtspersonen met andere deelstaten;
- e) de publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks, onder het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ressorteren;
- f) de gemeenten, provincies en alle andere territoriale collectiviteiten;
- g) de personen, ongeacht hun vorm of aard, die :
 - opgericht zijn met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn;
 - rechtspersoonlijkheid hebben;
 - en waarvan hetzij de activiteiten in hoofdzaak door de overheidsinstellingen vermeld in a), b), c), d), e) of f) worden gefinancierd, hetzij het beheer onderworpen is aan toezicht door deze overheden of instellingen, hetzij de leden van het bestuursorgaan, leidinggevend orgaan of toezichthoudend orgaan voor meer dan de helft door deze overheden of instellingen zijn aangewezen;

h) de vereniging bestaande uit één of meer overheidsinstellingen als bedoeld onder a), b), c), d), e), f) of g);

2° het bestuursdocument : de informatie, of gedeelte ervan, die in een bepaalde vorm is opgeslagen en waarover een overheidsinstelling beschikt, ongeacht de drager waarop de informatie zich bevindt of ongeacht de vorm waarin de informatie opgeslagen is;

3° de persoonsgegevens : de informatie bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

4° het hergebruik : het gebruik, door natuurlijke of rechtspersonen, van bestuursdocumenten waarover de overheidsinstellingen beschikken, voor commerciële of niet-commerciële doeleinden andere dan het oorspronkelijke doel van het vervullen van openbare taken waarvoor de bestuursdocumenten zijn geproduceerd.

De uitwisseling van documenten tussen overheidsinstellingen uitsluitend met het oog op de vervulling van hun openbare taken is geen hergebruik in de zin van dit decreet;

5° de licentie : document uitgaande van een overheidsinstelling dat tot doel heeft de voorwaarden voor hergebruik voor beide partijen, de licentieverlenende overheid en de licentiehouder, eenzijdig vast te leggen;

6° beschikken over : in het bezit zijn van of een zekere mate van zeggenschap hebben over of worden beheerd door een overheidsinstelling;

7° geschrift : opvolging van duidelijke, gehandtekende en toegankelijke tekens die nadien kunnen worden geraadpleegd ongeacht hun drager en hun wijze van overdracht;

8° machinaal leesbaar formaat : het bestandsformaat dat zodanig is gestructureerd dat softwaretoepassingen specifieke gegevens gemakkelijk kunnen identificeren, herkennen en extraheren, beschrijvingen van individuele feiten en hun interne structuur inbegrepen;

9° open formaat : één bestandsformaat dat platformonafhankelijk is en voor het publiek beschikbaar is zonder enige beperking die het hergebruik verhindert;

10° formele open standaard : een technische specificatie die schriftelijk vastgesteld is, met vermelding van de vereisten betreffende de wijze waarop de interoperabiliteit van de software wordt gegarandeerd;

11° metagegevens : de informatie waarin bestuursdocumenten worden beschreven, en die het mogelijk maakt bedoelde bestuursdocumenten te zoeken, te inventariseren en te gebruiken;

12° instellingen van het hoger onderwijs : de instellingen van de overheidssector die postsecundair hoger onderwijs verstrekt dat tot een academische graad leidt.

Art. 3. § 1. Dit gezamenlijk decreet is van toepassing op alle volledige en afgewerkte bestuursdocumenten.

§ 2. Dit decreet is niet van toepassing op :

1° de bestuursdocumenten waarvan de verstrekking niet tot de openbare taken van de betrokken overheidsinstelling behoort mits de omvang van de overheidstaken transparant is en aan toetsing kan worden onderworpen;

2° de bestuursdocumenten waarvan de intellectuele eigendomsrechten bij derden berusten;

3° de bestuursdocumenten waartoe de toegang is uitgesloten op basis van de geldende toegangsregelingen, onder meer wegens :

- de bescherming van de nationale veiligheid, defensie of openbare veiligheid;
- het statistisch geheim;
- het handelsgeheim;

4° de bestuursdocumenten waartoe enkel toegang kan worden verkregen op grond van regels die voorzien in een recht van persoonlijke toegang of persoonlijk belang;

5° de bestuursdocumenten die in het bezit zijn van openbare omroepen of hun dochterondernemingen en van andere instellingen of hun dochterondernemingen ten behoeve van de vervulling van een openbare omroepaak :

6° de bestuursdocumenten in het bezit van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen en door onderzoeksinstituten, met inbegrip van organisaties die zijn opgericht voor de overdracht van onderzoeksresultaten, scholen, universiteiten, met uitzondering van universiteitsbibliotheken;

7° de bestuursdocumenten in het bezit van culturele instellingen andere dan bibliotheken, musea en archieven;

8° gedeelten van bestuursdocumenten die alleen logo's, wapens en insignes bevatten.

De bestuursdocumenten die door een overheidsinstelling onvoorwaardelijk ter beschikking worden gesteld, vallen niet onder het toepassingsgebied van dit gezamenlijk decreet.

HOOFDSTUK III. — *Beginselen inzake hergebruik van bestuursdocumenten*

Art. 4. Het bestuursdocument kan worden hergebruikt overeenkomstig de voorwaarden bepaald in dit gezamenlijk decreet.

Het bestuursdocument waarvoor intellectuele eigendomsrechten berusten bij bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven, mag worden hergebruikt overeenkomstig de voorwaarden bepaald in dit gezamenlijk decreet als dit hergebruik toegestaan is.

Op het document dat uit het hergebruik voortvloeit, worden de bronnen en de datum van de laatste bijwerking vermeld, en neemt de volledigheid en de aard van het bestuursdocument in acht.

De overheidsinstelling kan het hergebruik onderwerpen aan bijkomende voorwaarden. Deze voorwaarden mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken noch gebruikt worden om de mededinging aan banden te leggen.

Art. 5. § 1. Het coördinatiecomité van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, hierna het comité genoemd, vergemakkelijkt het zoeken naar bestuursdocumenten en hun hergebruik.

§ 2. Het comité wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van :

- a) het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren);
- b) het « Agence du Numérique »;
- c) « e-Wallonie-Bruxelles-Simplification » (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging);
- d) de diensten van de Waalse Regering;
- e) de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Een vertegenwoordiger van de bedrijven, voorgedragen door de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië), en een vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) nemen ook deel aan het comité als waarnemers zonder te kunnen beraadslagen.

De Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, hierna « de Regeringen » genoemd, kunnen samen de definitieve samenstelling van het comité aanvullen.

§ 3. Het comité bestuurt de gezamenlijke website waarbij informatie betreffende het hergebruik alsook een lijst van de beschikbare hulpbronnen met het oog op een hergebruik worden verzameld en ter beschikking gesteld.

Het comité verwezenlijkt de strategie van de Regeringen en overheidsinstellingen betreffende het hergebruik met doelstellingen, coördineert de acties ter bevordering en ter uitvoering van dit hergebruik en bepaalt ieders verantwoordelijkheden in verband met de uitvoering van het beleid inzake hergebruik.

§ 4. Het comité doet verslag aan de Regeringen betreffende de uitvoering van dit gezamenlijk decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Hergebruik en behandeling*

Art. 6. § 1. De bestuursdocumenten die door de overheidsinstellingen ter beschikking worden gesteld, worden opgenomen en bekendgemaakt op de gezamenlijke website bestemd voor het hergebruik van informatie van de openbare sector, dat door het « Agence du Numérique » wordt beheerd.

Wanneer bestuursdocumenten niet worden opgenomen en bekendgemaakt op de gezamenlijke website bestemd voor het hergebruik van informatie van de openbare sector, dient een aanvraag tot hergebruik te worden ingediend via de gezamenlijke website. Deze aanvraag bevat minstens de nauwkeurige aanduiding van het gevraagde bestuursdocument, een omschrijving van het beoogde hergebruik, de vorm waarin de gezochte informatie ter beschikking moet worden gesteld alsook de nagestreefde doelstelling.

§ 2. Het hergebruik wordt door de overheidsinstelling toegelaten zonder voorwaarden of voorwaarden worden opgelegd via standaardlicenties waarvan het (de) model(len) gezamenlijk door de Regeringen worden bepaald.

De licentie bestaat in een open standaardlicentie, die echter kan worden aangepast om te voldoen aan een bijzondere aanvraag om juridische, technische of zeer goed gegronde redenen.

De licentie wordt op elektronische wijze voorgesteld en gebruikt en wordt door de overheidsinstelling in een standaardexemplaar aan de aanvrager overgemaakt .

De overheidsinstelling kan de licentie opzeggen, zonder recht te geven op een schadevergoeding, als de aanvrager aan een voorwaarde niet voldoet.

§ 3. De Regeringen bepalen gezamenlijk de procedure en de termijnen voor de behandeling van een aanvraag tot hergebruik alsook de vorm van de beslissingen.

HOOFDSTUK V. — *Hergebruiksvoorwaarden*

Art. 7. § 1. Als het bestuursdocument in de reeds bestaande formats of talen en zonder buitensporige kosten in de gevraagde vorm ter beschikking kan worden gesteld, wordt het door de overheidsinstelling in die vorm verstrekt.

§ 2. Het bestuursdocument wordt, indien mogelijk, ter beschikking gesteld op elektronische wijze in een open en machinaal leesbaar formaat, samen met zijn metadata. Zowel het formaat als de metadata dienen voor zover mogelijk aan formele open standaarden te voldoen.

De overheidsinstelling wordt niet verplicht om een bestuursdocument te creëren of aan te passen of een uittreksel ervan te verstrekken, indien dit een onevenredig grote inspanning vereist die verder gaat dan een eenvoudige handeling.

Bij stopzetting van de productie of van het bewaren van een soort bestuursdocument met het oog op het hergebruik, verspreidt de overheidsinstelling deze informatie zo spoedig mogelijk op de gezamenlijke website.

Art. 8. § 1. Wanneer een vergoeding wordt verlangd voor het hergebruik van bestuursdocumenten, blijft deze retributie beperkt tot de marginale kosten voor hun vermenigvuldiging, verstrekking en verspreiding.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op :

1° een overheidsinstelling die inkomsten moet genereren om een aanzienlijk deel van de kosten gebonden aan de uitoefening van haar opdracht van openbare dienst te dekken;

2° een bestuursdocument waarvoor de betrokken overheidsinstelling verplicht is voldoende inkomsten te genereren om een aanzienlijk deel van de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding ervan te dekken;

3° een bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven.

§ 3. In de gevallen bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, berekent de overheidsinstelling het bedrag van de toelage aan de hand van vooraf vastgestelde objectieve, transparante en controleerbare criteria.

De totale inkomsten van de overheidsinstelling uit het verstrekken en het verlenen van toestemming voor hergebruik van bestuursdocumenten mogen over de desbetreffende berekeningsperiode genomen niet hoger zijn dan de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen.

De vergoeding wordt berekend overeenkomstig de boekhoudkundige beginselen die op de betrokken overheidsinstelling van toepassing zijn.

§ 4. Wanneer een vergoeding wordt toegepast door de overheidsinstelling bedoeld in paragraaf 2, 3°, mogen de totale inkomsten van de overheidsinstelling uit het verstrekken en het verlenen van toestemming voor hergebruik van bestuursdocumenten over de desbetreffende berekeningsperiode genomen niet hoger zijn dan de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen.

De vergoeding wordt berekend overeenkomstig de boekhoudkundige beginselen die op de betrokken overheidsinstelling van toepassing zijn.

§ 5. De criteria voor de vergoedingen bedoeld in de paragrafen 3 en 4 worden bepaald door een onafhankelijke instantie die gezamenlijk door de Regeringen wordt aangewezen.

HOOFDSTUK VI. — *Beroep*

Art. 9. § 1. In het kader van het hergebruik van de bestuursdocumenten:

1° is de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest, bevoegd voor beroepen ingesteld tegen de beslissing van een overheidsinstelling bedoeld in artikel 2, 1°, *a)*, *c)*, *e)*, *f)*, *g)* of *h)*, om toegang te krijgen tot de aanvraag tot hergebruik of wegens elke andere moeilijkheid tegengekomen bij de uitoefening van de rechten waarin dit gezamenlijk decreet voorziet, voor zover deze overheidsinstellingen onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen;

2° is de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 22 maart 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur in de Franse Gemeenschap, bevoegd voor beroepen ingesteld tegen de beslissing van een overheidsinstelling bedoeld in artikel 2, 1°, *b)*, *d)*, *f)* of *g)*, om toegang te krijgen tot de aanvraag tot hergebruik of wegens elke andere moeilijkheid die ontstaat bij de uitoefening van de rechten waarin dit gezamenlijk decreet voorziet, voor zover deze overheidsinstellingen onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap vallen.

De overheidsinstelling vermeldt dit middel tot beroep in elke beslissing gebonden aan de toepassing van dit gezamenlijk decreet.

§ 2. De Commissies bedoeld in paragraaf 1 oefenen hun bevoegdheid in alle onpartijdigheid uit. Tijdens de behandeling van de beroepen, mogen ze geen enkele onderrichting krijgen.

Art. 10. Het beroep van de aanvrager met het oog op het hergebruik dient schriftelijk te worden ingediend.

Art. 11. § 1. Als de Commissie een beroep ontvangt, neemt ze het onmiddellijk op in een register, met melding van de datum van ontvangst.

De persoon die het beroep heeft ingesteld alsook betrokken overheidsinstelling hebben recht op toegang tot de inschrijving van het beroep.

§ 2. De Commissie geeft de betrokken overheidsinstelling onmiddellijk kennis van het beroep en stuurt tegelijkertijd een bericht van ontvangst naar de persoon die het beroep heeft ingesteld.

Art. 12. § 1. De Commissie spreekt zich zo spoedig mogelijk uit over het beroep en deelt haar beslissing binnen uiterlijk zestig dagen schriftelijk mee aan de persoon die het beroep heeft ingesteld en aan betrokken overheidsinstelling.

§ 2. De beslissing van de Commissie is openbaar.

Art. 13. De beslissing wordt door de betrokken overheidsinstelling binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Art. 14. De Commissie kan, als er een beroep aanhangig wordt gemaakt, alle nuttige informatie ter plaatse inzien of deze bij de betrokken overheidsinstelling opvragen.

De Commissie kan alle betrokken partijen en deskundigen horen en de betrokken overheidsinstelling om aanvullende inlichtingen vragen.

HOOFDSTUK VII. — *Vrije concurrentie en transparantie*

Art. 15. § 1. De exclusiviteitsovereenkomst inzake hergebruik is verboden tenzij noodzakelijk voor het verlenen van een dienst van algemeen belang.

In dit geval dient de overheidsinstelling die het exclusiviteitsrecht heeft verleend minstens om de drie jaar na te gaan of de redenen daarvoor nog steeds geldig zijn.

§ 2. Het exclusiviteitsrecht, dat na de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet wordt verleend, wordt openbaar gemaakt door de overheidsinstelling die het heeft verleend.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op de digitalisering van culturele hulpbronnen.

De periode van exclusiviteit met betrekking tot de digitalisering van culturele hulpbronnen is echter niet langer dan tien jaar, behoudens met redenen omklede beslissing van de overheidsinstelling. In dit geval, wordt de periode van exclusiviteit tijdens het elfde jaar opnieuw geanalyseerd en, in voorkomend geval, om de zeven jaar.

De exclusiviteitsovereenkomst bedoeld in het tweede lid is transparant en wordt openbaar gemaakt.

In het kader van de gesloten overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, wordt een afschrift van de gedigitaliseerde culturele hulpbronnen gratis overgemaakt aan de overheidsinstelling. Na afloop van de exclusiviteitsperiode wordt bedoeld afschrift ter beschikking gesteld voor hergebruik.

§ 4. De exclusiviteitsovereenkomst die van kracht is op 17 juli 2013 en die niet voor een uitzondering uit hoofde van de paragrafen 1 en 3 in aanmerking komt, wordt aan het eind van het contract en uiterlijk op 18 juli 2043 beëindigd.

Art. 16. § 1. Het bestuursdocument dat beschikbaar is voor hergebruik, de eventuele voorwaarden, waaronder de standaardlicenties, alsook het bedrag van eventuele retributies, grondslag voor de berekening inbegrepen, worden op de gezamenlijke website opgenomen en bekendgemaakt.

In geval van andere retributies dan die bedoeld in paragraaf 1 en die van toepassing zijn inzake hergebruik, geeft de betrokken overheidsinstelling vooraf aan met welke factoren rekening wordt gehouden bij de berekening van die retributies. Op verzoek geeft de overheidsinstelling ook aan hoe bedoelde retributies zijn berekend in het kader van de aanvraag om hergebruik.

§ 2. De verplichtingen bedoeld in artikel 8, § 2, 2°, worden vooraf vastgesteld en indien mogelijk en passend worden zij langs elektronische weg bekendgemaakt.

Het toezicht op deze verplichting berust bij het comité bedoeld in artikel 5. De Regeringen bepalen gezamenlijk de modaliteiten van dit toezicht.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

Art. 17. Opgeheven worden:

1° het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2007 houdende omzetting van Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie;

2° het decreet van het Waalse Gewest van 14 december 2006 houdende omzetting van Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie;

3° artikel 10 van het decreet van het Waalse Gewest van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest;

4° artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur in de Franse Gemeenschap.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op de gezamenlijk door de Regeringen vastgelegde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de
Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 480 (2016-2017) Nrs. 1 en 1bis tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 juli 2017.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204079]

12 JUILLET 2017. — Décret conjoint relatif à la réutilisation des informations du secteur public et visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes ("Open Data") pour les matières visées par l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret conjoint règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er} et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Le présent décret conjoint transpose la directive 2003/98/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public telle que modifiée par la Directive 2013/37/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

Art. 2. Pour l'application du présent décret conjoint, on entend par :

1^o l'organisme public :

- a) la Région wallonne;
- b) la Communauté française;
- c) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne;
- d) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Communauté française;
- e) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne et de la Communauté française;
- f) les communes, les provinces et toutes autres collectivités territoriales;
- g) les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui :
 - ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;
 - sont dotées d'une personnalité juridique;
 - et dont soit l'activité est financée majoritairement par les organismes publics mentionnés au a), b), c), d), e) ou f) soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;
- h) l'association formée par un ou plusieurs organismes publics visés aux a), b), c), d), e), f) ou g);

2^o le document administratif : l'information, ou partie d'information, stockée sous une forme particulière et dont dispose un organisme public quel que soit le support ou la forme de conservation de l'information;

3^o la donnée à caractère personnel : l'information visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

4^o la réutilisation : l'utilisation, par des personnes physiques ou morales, de documents administratifs, dont les organismes publics disposent, à des fins commerciales ou non commerciales, autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents administratifs ont été produits.

L'échange de documents entre organismes publics aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public ne constitue pas une réutilisation au sens du présent décret;

5^o la licence : le document émanant d'une autorité publique destiné à fixer les conditions de réutilisation dans le chef de l'organisme concédant les documents et du bénéficiaire de ceux-ci;

6^o disposer : être en possession de ou avoir un certain contrôle sur ou être géré par un organisme public;

7^o l'écrit : suite de signes intelligibles, signés et accessibles, pouvant être consultés ultérieurement, quels que soient leurs supports ou leurs modalités de transmission;

8^o le format lisible par machine : le format de fichier structuré de telle manière que des applications logicielles peuvent facilement identifier, reconnaître et extraire des données spécifiques, y compris les descriptions de faits individuels, ainsi que leur structure interne;

9^o le format ouvert : un format de fichier indépendant des plateformes utilisées et mis à disposition du public sans restriction empêchant la réutilisation;

10^o la norme formelle ouverte : la spécification technique écrite, précisant les exigences relatives à la manière d'assurer l'interopérabilité des logiciels;

11^o les métadonnées : les informations dans lesquelles sont décrites des documents administratifs et qui permettent de retrouver, d'inventorier et d'utiliser ces documents administratifs;

12^o Institutions d'enseignement supérieur : les organismes qui dispensent de l'enseignement supérieur post-secondaire conduisant à un diplôme académique.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret conjoint s'applique au document administratif complet et achevé.

§ 2. Le présent décret conjoint ne s'applique pas :

1^o aux documents administratifs dont la fourniture constitue une activité qui ne relève pas de la mission de service public dévolue à l'organisme public concerné. L'objet de la mission de service public est transparent. Il peut être soumis à réexamen;

2^o aux documents administratifs dont des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle;

3^o aux documents administratifs dont l'accès est exclu conformément aux règles d'accès public en vigueur, y compris pour des motifs :

- de protection de la sécurité nationale, défense ou sécurité publique;
- de confidentialité des données statistiques;
- de confidentialité des informations commerciales;